

Avis d'appel public à la concurrence

Département(s) de publication : **75**
Annonce No **2021513800000P**
Services

Dates de mise en ligne : **29/04/2021** au **25/05/2021**

- *Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur* : CAISSE DES DEPOTS.
Correspondant : Direction des Achats, 56 rue de Lille B.P. 356 75007 Paris, courriel : correspondre@aws-france.com adresse internet : <http://www.caissedesdepots.fr>.
Adresse internet du profil d'acheteur : <https://caissedesdepots.marches-publics.info>.
Principale(s) Activité(s) du pouvoir adjudicateur : Affaires économiques et financières.

Objet du marché : **prestations de conseil en achat public.**

CPV - Objet principal : 79400000

Objets supplémentaires : 72224000
79140000.

Lieu d'exécution : .

Code NUTS : -FR1.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre.
Accord-cadre avec plusieurs opérateurs.
Nombre maximal de participants à l'accord-cadre envisagé : 2.
Durée de l'accord-cadre : 36 mois.
Valeur estimée (H.T.) : 138 999 euros.

Caractéristiques principales :

la présente consultation concerne la mise en œuvre d'un accord-cadre de prestations de conseil en matière d'achat public

Quantités (fournitures et services), nature et étendue (travaux) : l'accord-cadre, multi-attributaires, traité à prix unitaires, sans minimum en valeur ou en quantité mais comprend un maximum fixé à 138 999 euros HT, est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du Code de la commande publique.

il sera attribué à deux (2) opérateurs économiques maximum (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).
l'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande.

Estimation de la valeur (H.T.) : 138 999 euros.

Options : descriptions concernant les achats complémentaires : le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement aux titulaires de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

l'accord-cadre est conclu pour une durée initiale d'un an à compter de sa date de notification.

l'accord-cadre pourra être reconduit deux fois, de manière tacite, pour une durée d'un an, sans que sa durée totale ne puisse excéder trois (3) ans.

les Titulaires ne pourront s'opposer à ces reconductions. Les conditions de la reconduction sont fixées à l'article 3.1 du CCAP.

Nombre de reconductions éventuelles : 3.

Refus des variantes.

Prestations divisées en lots : non.

Durée du marché ou délai d'exécution : 36 mois à compter de la notification du marché.

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : les prestations seront financées selon les modalités suivantes : Paiement direct et non différé du prix sur le budget propre de la Caisse des dépôts.

les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : les candidatures des groupements d'entreprises sont autorisées. La forme du groupement est libre. Il ne sera pas imposé de forme particulière aux groupements auquel serait attribué le marché.

il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non.
Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.
Unité monétaire utilisée, l'euro.

Conditions de participation :

Situation juridique - références requises : déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du Code de la commande publique (cf. Formulaire Dc1 ou DUME à renseigner).

Capacité économique et financière - références requises : déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles (cf. Formulaire Dc2 ou DUME à renseigner)

Référence professionnelle et capacité technique - références requises : déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années (cf. Formulaire Dc2 à renseigner ou Dume)

Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire (document distinct sous format libre ou rubrique G1 du formulaire Dc2). Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

La prestation n'est pas réservée à une profession particulière.

Marché réservé : non.

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

Type de procédure : procédure adaptée.

Date limite de réception des offres : 25 mai 2021, à 11 h 30.

Délai minimum de validité des offres : 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Autres renseignements :

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice : 20215138.

Renseignements complémentaires : les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. cette consultation bénéficie du Service Dume.

Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://caissedesdepots.marches-publics.info>

Les demandes de renseignements complémentaires (questions) doivent intervenir au plus tard huit (8) jours avant la date limite de réception des offres, soit le lundi 17/05/2021.

une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, cinq (5) jours au plus tard avant la date limite de réception des offres, soit le jeudi 20/05/2021.

cette consultation permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne Dume.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser SOIT les formulaires Dc1 et Dc2 disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>, ainsi que le document de présentation des références joint au DCE, soit utiliser le document unique de marché européen (Dume).

Les documents à remettre au titre de l'offre sont listés à l'article 5 du règlement de la consultation.

les critères de sélection des offres sont listés à l'article 7 du règlement de la consultation.

la date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est début juillet 2021.

conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique.

les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation.

la signature électronique des pièces demandées au titre de la candidature et de l'offre n'est pas obligatoire au moment du dépôt du pli. En effet, en application des dispositions issues Code de la commande publique, la

signature de l'acte d'engagement ne sera exigée qu'au moment de l'attribution du marché. Pour rappel, la

signature devra émaner d'une personne habilitée à engager le candidat.

Modalités d'ouverture des offres :

Lieu : paris.

Le présent marché a un caractère périodique : non.

Date d'envoi du présent avis à la publication : 29 avril 2021.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris 7 rue de Jouy Cedex
04 75181 Paris, tél. : 01-44-59-44-00, courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, télécopieur : 01-44-59-46-46 adresse
internet : <https://paris.tribunal-administratif.fr>.

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours : les voies de recours sont les suivantes :

1) jusqu'à la signature du marché, le référé Précontractuel contre la procédure d'attribution (article L. 551-1 du code de justice administrative);

2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'attribution ou, en l'absence de publication d'avis d'attribution, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat: référé contractuel Contre le contrat (art. L.551- 13 à L.551-23 du code de justice administrative);

3) dans un délai de 2 mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du Marché: recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ou de certaines de ses clauses non règlementaires qui en sont divisibles assorti, Le cas échéant, d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat (sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative).

Mots descripteurs : Assistance à maîtrise d'ouvrage, Assistance juridique.

Éléments de facturation :

Numéro d'engagement juridique : **202151380000P**

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 18002002600019

Libellé de la facture : Caisse des dépôts DEOFF2-Plateforme exécution dépenses 56, rue de Lille 75356 Paris 07 Sp

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation

<http://www.boamp.fr> : 25 mai 2021

Objet de l'avis : Prestations de conseil en achat public

Nom de l'organisme : Caisse des dépôts et consignations

Critères sociaux ou environnementaux : Sociaux , Environnementaux 